|  |
| --- |
| S:\CODIR\Documents types, bonnes pratiques\Charte Graphique Marianne 2020\PREF_Corse_RVB.png |

|  |  |
| --- | --- |
| MARCHéS PUBLICS  Lettre de candidature  designation du mandataire par ses co-traitants[[1]](#footnote-1) | Dc1 |
|  | |

|  |
| --- |
|  |
| **A - Identification de l’acheteur** |

Le pouvoir adjudicateur est l’État.

En application de l’article L2113-6 du code de la commande publique ce marché est passé par le secrétaire général pour les affaires de la Corse pour le compte de certains services et établissements de l’Etat, des centres hospitaliers et lycées et collèges de Corse.

|  |
| --- |
| **B - Objet de la consultation.** |

Ce marché porte sur la réalisation de prestations de désinfection, dératisation et désinsectisation des locaux et sites des services et établissements de l’Etat des centres hospitaliers et lycées et collège en Corse du Sud et en Haute Corse listés à l’article premier du CCAP.

|  |
| --- |
| **C - Objet de la candidature.** |

*(Cocher la case correspondante.)*

## La candidature est présentée :

pour le lot n°……. ou les lots n°…………… de la procédure de passation du marché public *(en cas d’allotissement ; si les lots n’ont pas été numérotés, indiquer ci-dessous l’intitulé du ou des lots tels qu’ils figurent dans l’avis d'appel à la concurrence ou l’invitation à confirmer l’intérêt.)*

pour tous les lots de la procédure de passation du marché public.

|  |
| --- |
| **D - Présentation du candidat.** |

*(Cocher la case correspondante.)*

Le candidat se présente seul :

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat* *issu d’un répertoire]*

Le candidat est un groupement d’entreprises :

conjoint OU  solidaire

En cas degroupement conjoint, le mandataire est solidaire :

NON OU  OUI

|  |
| --- |
| **E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations.** |

*(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser. Ajouter autant de lignes que nécessaires.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°**  **du**  **Lot** | **Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l’établissement (\*),**  **adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET**  **des membres du groupement (\*\*\*)** | Prestations exécutées par les membres du groupement (\*\*) |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Préciser l’adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l’établissement.

(\*\*) Pour les groupements conjoints. Lorsque la candidature est présentée sous forme de groupement solidaire, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(\*\*\*) A défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire

|  |
| --- |
| **F - Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement.** |

**F1 - Interdictions de soumissionner**

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l’honneur :

1. n’entrer dans aucun des cas d’interdiction de soumissionner prévu aux articles L 2141-1 à l’article L 2141-11 du code de la commande publique (\*) ;
2. au surplus, dans l’hypothèse d’un marché public de défense ou de sécurité (MDS), ne pas entrer dans l’un des cas d’interdiction de soumissionner prévus à l’article L 2341-3 du code de la commande publique.

Afin d’attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n’est pas dans un de ces cas d’interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

(\*) Dans l’hypothèse où le candidat ou l’un des membres du groupement est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu’il lui sera demandé de prouver qu’il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d’exécution du marché public.

**F2 - Capacités.**

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, produisent, aux fins de vérification de l’aptitude à exercer l’activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :

*(Cocher la case correspondante.)*

le formulaire DC2.  les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation (\*).

|  |
| --- |
| **G - Désignation du mandataire *(en cas de groupement)*.** |

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire.]*

Les membres du groupement :

*(Cocher la case correspondante.)*

signent individuellement l’offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l’accord-cadre ;

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, l’offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l’accord-cadre, pour les représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur ou de l’entité adjudicatrice et pour coordonner l’ensemble des prestations ;

|  |
| --- |
| **H - Signature du candidat individuel ou de chaque membre du groupement.** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

1. Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l’économie. [↑](#footnote-ref-1)